

2010/2916 - Autorisation de lancer une consultation - Marché de prestations de sécurité et de gardiennage
(Direction Achats) (BMO du 25/10/2010, p. 2112)

Rapporteur : M. BRUMM Richard

M. BRUMM Richard, rapporteur : Monsieur le Maire, mes chers Collègues, le rapport 2916 a trait à l'autorisation de lancer une consultation pour le marché de prestations de sécurité et de gardiennage.

M. BROLIQUIER Denis, Maire du 2^e arrondissement : Monsieur le Maire, vous n'avez pas souhaité donné un temps de parole aux groupes politiques pour qu'ils puissent s'exprimer sur les violences urbaines qui se sont déroulées en marge des manifestations lycéennes du 14 au 21 octobre derniers. Ces événements exceptionnels méritaient pourtant à nos yeux, un débat exceptionnel au sein de cette Assemblée.

Je profite donc de ce dossier relatif à la sécurité pour évoquer ces déferlements de violences, comme notre ville n'en avait pas connus depuis des décennies. C'est un débat nécessaire car le traumatisme est profond et les séquelles matérielles et psychologiques sont importantes.

Centre-ville paralysé, commerces cassés et pillés, voitures endommagées, beaucoup de Lyonnais ont pâti de ce qu'il faut bien appeler une guérilla urbaine. Ils se sont senti bien seuls aux pires moments de ces violences. Beaucoup de responsables politiques se sont en effet, exprimés depuis leurs bureaux. Mais bien peu sont allés sur le terrain.

Des incidents se sont produits dans les 1^{er}, 3^e, 7^e, 8^e et second arrondissements. Dans les quartiers Bellecour, Charité-Sainte Hélène, Victor Hugo, mais aussi sur l'ensemble de la presqu'île, j'ai pu mesurer au fil des jours, le désarroi des riverains et des commerçants. A ceux-ci, je tiens à renouveler toute ma solidarité. Aujourd'hui, ils mesurent toute l'ampleur des dégâts ; jusqu'à 40 % de pertes de chiffres d'affaires pour certains commerçants sur le mois d'octobre.

Votre retour anticipé du Japon s'imposait vu le climat de vives tensions. En revanche, vous avez refusé de participer à la réunion de crise organisée par le Ministre. Quelle erreur de votre part. La gravité de la situation nécessitait au contraire un consensus, une mobilisation générale pour assurer le retour rapide de l'ordre public. Quoi que vous reprochiez au Ministre, votre devoir était de tout faire pour contribuer au retour au calme. Les postures ou les polémiques politiciennes n'avaient pas leur place en ces heures graves.

De même, pendant toute la durée des événements, j'ai été en relation avec la Préfecture, les forces de l'ordre, jusqu'au Ministre de l'Intérieur. Mais pas un seul contact avec la Ville. Ni vous, ni un adjoint, ni même un collaborateur n'ont pris la peine de contacter la Mairie d'arrondissement du Centre ville la plus touchée par les violences.

En revanche, vous avez eu raison de transmettre aux forces de l'ordre les bandes de vidéosurveillance des caméras municipales. Elles ont permis à la police de faire un excellent travail, qui se poursuit encore aujourd'hui. J'en profite pour saluer l'attitude, le courage, le sang-froid aussi, des forces de l'ordre pendant toute cette période.

Maintenant que le calme est revenu, nous en appelons à la responsabilité de tous pour que de tels événements ne se reproduisent pas. Si manifester est un droit en France, rien ne justifie de saccager rues, voitures et magasins. Il n'y avait pas que des casseurs dans les rues. Rien ne justifie de manipuler nos lycéens et collégiens au risque de les mettre en danger. Certains politiques et syndicalistes extrémistes l'ont pourtant fait. J'espère que les jeunes ont pris conscience de la manipulation dont ils ont été l'objet. Leur engagement dans le débat politique est une bonne chose s'il se fait dans la modération et dans le dialogue. Je vous remercie.

M. HAVARD Michel : Monsieur le Maire, mes chers Collègues, comme notre Collègue Denis Broliquier, je voulais regretter que vous n'ayez donné aucune suite à la proposition de débat au

sein du Conseil municipal sur les violences inouïes que nous avons connues du 14 au 21 octobre dernier.

Il y a eu dans la ville des dégradations très importantes, des blessés, des gens choqués, des commerces cassés, et une situation de guérilla urbaine qui est extrêmement inquiétante pour une ville dont on aime tous à vanter la modération.

Et faire comme si cela n'était pas arrivé, je pense que c'est une erreur et je regrette que vous la commettiez. C'est pour cette raison que nous souhaitons ouvrir ce débat, ici. Durant cette période, il y a eu affrontement politique. Nous avons dénoncé les prises de position de votre Adjointe ou celles du parti socialiste comme vous avez pu, vous aussi, dénoncer les nôtres. Nous avons aussi regretté votre absence à la réunion autour du ministre de l'Intérieur qui concernait la sécurité des Lyonnais. Mais maintenant, je crois qu'il faut savoir aussi tirer les conséquences de tout cela et ne pas faire comme si rien n'était arrivé.

Nous avons eu plusieurs fois des discussions sur le rôle du Conseil Local de Prévention de la Délinquance, sur la politique de la ville, sur l'accompagnement scolaire, sur la politique de sécurité. Mais il faut aujourd'hui réfléchir et analyser les événements car, je le répète, on ne peut pas faire comme si rien n'était arrivé.

Voilà ce que je voulais vous dire, Monsieur le Maire. Nous regrettons cette politique de l'autruche qui consiste à faire comme s'il ne s'était rien passé. Les forces de l'ordre ont été exemplaires, les Lyonnais ont été choqués et pour certains traumatisés par ce qui s'est déroulé. Nous devons apporter une réponse. L'ensemble des acteurs politiques doit le faire, c'est leur responsabilité.

M. LE MAIRE : Peut-être, Monsieur Hémon, voulez-vous dire quelques mots ? Vous étiez sur les lieux le mardi je crois ?

M. HEMON Pierre, Adjoint : Oui, Monsieur le Maire, j'étais d'astreinte et il se trouve que j'étais sur le terrain tous les jours de cette semaine, du mardi au jeudi en particulier. J'étais tous les jours à Bellecour.

J'ai quelques précisions à donner par rapport à ce qu'ont dit MM. Broliquier et Havard. Je témoignerai de ce que j'ai vu et compris. Je voudrais dire qu'on va très, très vite à construire des légendes urbaines. On va très, très vite à construire ce qui apparaît plus tard comme des vérités. Alors, juste quelques éléments : quand vous dites, Monsieur Broliquier, qu'aucun élu de la Majorité, qu'aucun Adjoint du Maire n'était présent ces jours-ci, moi je dis que vous n'en n'avez peut-être vu aucun, je veux bien vous croire, mais que vous disiez qu'il n'y en avait aucun, c'est faux. Dès le mardi, à 11 heures du matin, nous étions, avec Mme Rabatel, à vouloir inaugurer le salon Handicap et Dépendance...

M. BROLIQUIER Denis : On s'est vu là-bas...

M. HEMON Pierre : Nous nous sommes vus en plus ? Donc voilà... Vous ne pouvez donc pas nier que vous m'avez vu et dire qu'il n'y avait aucun Adjoint... Nous avons fait urgemment annuler ce salon. Urgemment, nous avons cherché à mettre à l'abri quelques personnes qui avaient de très graves difficultés pour se déplacer, en particulier des infirmes moteurs.

Ensuite, sur toute cette journée, vous dites que personne n'est allé voir les commerçants. Le jour même, je suis allé voir les commerçants et le jour même j'ai remonté la rue Victor Hugo. On a vu les catastrophes, on a vu des drames humains. J'ai vu des commerçants profondément choqués par ce qu'ils avaient subi : bris des vitrines avec grande violence, avec menaces, avec vol et pillage. Choqués aussi par un autre aspect, ce que certains peuvent appeler l'effet d'aubaine, à savoir que parmi les voleurs, il y avait aussi des gens avec leurs poussettes qui passaient, qui voyaient une vitrine cassée et qui par derrière, en rajoutaient. Cela rajoutait ça aussi à la violence et au sentiment d'insécurité.

Quand vous dites, il fallait le consensus. Oui, il fallait sans doute le consensus mais je trouve que M. le Maire a bien fait de refuser le piège que lui a tendu M. Hortefeux, quand M. Hortefeux a voulu faire entrer les journalistes pour qu'ils voient les images du centre de supervision urbaine de

Lyon parce que le collège d'éthique l'interdit bien évidemment. Faire cette opération, c'était un tout petit peu grossier.

Je sais que dès le mercredi matin, M. le Maire est allé aussi rencontrer les commerçants. Il y est allé seul et tranquillement. Il n'y est pas allé avec une camionnette de journalistes pour essayer de se faire filmer.

(Contestations de l'Opposition).

M. HEMON Pierre : Oui, c'est exactement ce qu'a fait M. Hortefeux, je suis obligé de vous le dire.

Pour le reste, j'étais tout le jeudi après-midi sur la place Bellecour et je ferai deux types de remarques « techniques » pour avoir participé à un certain nombre de manifestations : effectivement, je peux le redire ici, je trouve que les forces de l'ordre se sont comportées, je ne dirais pas avec tact et modération, mais avec circonspection. Car quand vous dites, Monsieur Havard, qu'il y a eu des blessés, non, il n'y a pas eu de blessés à l'hôpital. Nous avons eu quelques personnes qui se sont tordus le pied, des égratignures, des petites blessures mais il n'y a pas eu la queue dans les hôpitaux, il n'y a pas eu la queue aux Urgences !! Je parlais tout à l'heure, Monsieur Havard, du 17 octobre 1961, c'était tout à fait autre chose. Il n'y a pas eu ces violences là.

La violence, elle a été sociale, par le refus de négocier avec les organisations syndicales. La violence a sans doute été terrible le jeudi place Bellecour parce que fermer tout l'après-midi la place Bellecour, ça m'a rappelé « Punishment Park », c'est-à-dire l'interdiction faite aux jeunes de sortir. Ca oui. Plus l'hélicoptère... toute une série de choses de ce genre là. Mais je crois qu'il faut être modéré et ne surtout pas accuser la Majorité de n'avoir rien fait ce jour-là. Il faut plutôt s'interroger sur ce qui peut amener tout d'un coup ce genre d'événements et je peux dire que principalement, ils étaient extérieurs aux causes de la manifestation, c'est-à-dire le refus du Gouvernement de négocier sur la question des retraites.

Mme PERRIN-GILBERT Nathalie, Maire du 1^{er} arrondissement : Rapidement, Monsieur le Maire, mais en tant que Maire d'arrondissement de la Presqu'île aussi, je ne peux pas laisser M. Brolquier dire qu'il a été un des seuls Maires d'arrondissement présent sur le terrain. Pour avoir dialogué avec les autres Maires, je sais combien nous avons tous été sur le terrain, soit auprès des commerçants mais aussi auprès des lycéens dont beaucoup n'ont pas compris le mouvement et la nature que prenait ce mouvement là. Je vois encore Dominique Bolliet près de Saint-Exupéry discuter avec les lycéens, avec les parents d'élèves qui se sont beaucoup mobilisés pour discuter avec les jeunes. Je tiens à saluer le travail qui a été fait par la FCPE, dans un travail de pédagogie et de prévention et bien sûr, auprès des victimes des actes de casse et des commerçants, nous étions présents. Donc je crois qu'il ne s'agit pas de faire une mauvaise récupération.

Je voudrais saluer aussi le travail de la Police municipale qui a été présente, présente dans ses missions, juste dans ses missions mais qui était là, aux abords des lycées, dans la discussion, dans la proximité et la prévention.

Enfin, je voudrais témoigner, en tant que Maire du 1^{er} arrondissement, un arrondissement soumis à beaucoup de déplacements, à beaucoup de visiteurs. Nous avons un très beau commissariat sur le 1^{er} arrondissement, il a été fait beaucoup de publicité autour de ce commissariat, une grande banderole « plan de relance », etc... place Louis Pradel. Sauf que ce commissariat n'a jamais été aussi vide. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de faire des bâtiments, il ne s'agit pas de faire de la communication, encore faudrait-il des hommes, des policiers... Or le Gouvernement actuel n'a eu de cesse de réduire le personnel et les policiers présents. Si on ne remplace pas un fonctionnaire sur deux, on ne remplace pas un policier sur deux. Et cette présence humaine manque considérablement dans notre ville. La Police nationale, que je sache, n'est pas sous l'autorité du Maire de Lyon ou d'arrondissement mais bien du Préfet et du Ministre.

Voilà, je crois, les propos qu'il fallait rappeler et une dernière considération : comment lire ces événements ? Ce n'est pas un refus de la société (il y a eu beaucoup de commentaires et je n'en ferai pas plus), c'était plutôt des jeunes casseurs (et effectivement, il ne faut pas excuser ce qui a été fait, loin de moi) mais c'était un signe. Pourquoi sont-ils venus en centre ville ? C'est quand même le

lieu de la consommation au sein de la ville, c'est quand même le lieu des richesses et ils ont envahi ce lieu là, qui est petit. Entre les deux fleuves, il y a eu cet effet de foule et de présence.

Ca doit nous interroger encore sur la politique que nous menons en matière de politique de la ville. Louis Lévêque en parlait tout à l'heure, là aussi, il ne s'agit pas que l'Etat se désengage de la ville comme il le fait aujourd'hui. Je crois que le Grand Lyon mène cette politique-là de rééquilibrage entre le centre, entre les quartiers et on voit bien qu'il faut le poursuivre.

M. LE MAIRE : Quelques mots sur ces événements que bien évidemment, personne ne voulait cacher, en particulier, pas moi. J'étais, comme chacun le sait, au Japon lorsque j'ai appris quels étaient les événements. J'étais au Japon pour essayer d'amener des emplois dans notre ville, ce qui fait partie des fonctions du Maire.

Je suis immédiatement revenu. Le mercredi matin, après les problèmes du mardi après-midi, rue Victor Hugo en particulier, je venais d'abord consulter mes adjoints, les maires d'arrondissement et l'ensemble des services qui étaient déjà mobilisés. J'ai pris contact avec M. le Préfet de Région et nous avons travaillé, je dois dire, en pleine coordination.

Je veux relever quelques inexactitudes. Si aujourd'hui, la Police nationale peut travailler pour essayer de faire en sorte qu'il n'y ait pas de débordements d'un certain nombre de casseurs, c'est parce qu'elle peut utiliser les images que nous lui envoyons en direct de ce qui se passe. Alors moi, je veux bien envoyer des images mais pas si c'est pour après, pouvoir faire du baratin, pour dire que « la Gauche, la sécurité elle s'en moque » et « il n'y a que nous ».

Cela finit par devenir tellement gros que maintenant M. Hortefeux, même lorsqu'il y a un incendie quelque part et qu'il s'y rend, il est accueilli par les sifflets parce qu'à force de jouer avec les problèmes d'insécurité -Grenoble, Lyon, Dijon, partout-, et bien on raconte qu'on est les rois de la sécurité et les gens voient que dans la rue ça se dégrade pour eux de jour en jour. Ils se disent que « quelque part, excusez-nous, il ne faut quand même pas jouer de la flûte tous les jours. »

Je vous signale que j'étais venu à une réunion de travail avec M. Hortefeux. Quand je suis arrivé, à mon grand étonnement, il y avait environ une cinquantaine de journalistes et de caméras. Pour une réunion de travail, ce n'est pas terrible car en général, quand j'ai une réunion de travail avec mes collaborateurs, je ne la fais pas en place publique, surtout sur des sujets aussi graves, aussi difficiles, qui peuvent mettre en cause la population, les commerçants mais également les fonctionnaires de police.

Donc, je téléphone à M. le Préfet de Région et lui dis : Monsieur le Préfet de région, que M. Hortefeux veuille faire une conférence de presse, c'est son droit le plus strict. Mais je vous préviens que nous avons une réunion de travail avec les fonctionnaires de police. Si ensuite il veut, lui, parler aux journalistes, c'est son droit le plus strict, mais ce n'est pas dans la réunion. A ce moment-là le Préfet de région dit : je demande au Ministre qui est à côté de moi dans la voiture, il me donne sa parole. C'est le directeur départemental de la Sécurité publique, M. Doutré, qui dit : Monsieur Collomb vous avez ma parole, il n'y aura pas de journalistes qui entreront, il y aura une conférence de presse après.

Je le crois volontiers, je m'installe et à cet instant je vois entrer les 50 journalistes pour filmer les images, nos images, qui montraient ce qui s'était passé pour ensuite les diffuser sur les ondes, de manière à bien montrer que là, ce qui se passait était scandaleux. Comme disait M. Estrosi, « c'est parce que c'était une ville de gauche gérée par les Socialistes que les problèmes de sécurité indiffèrent profondément ». Dans ce cas-là, je dis puisque 1) on se moque un peu du monde, 2) que la parole donnée est bafouée, je me suis retiré.

Je précise que le soir même, après le départ de M. Hortefeux, le Préfet de région s'est excusé auprès de moi et a fait part de ses excuses devant la presse, dans une interview qui passait le soir même. Messieurs de la Majorité gouvernementale, quand on veut traiter ces problèmes-là, on le fait sérieusement, sinon c'est qu'on veut faire du mauvais cinéma et qu'à force de faire du mauvais cinéma qui n'obtient aucun résultat et bien, à ce moment-là, on se met dans de graves difficultés. Ce sera ni vous, ni nous qui récupéreront effectivement ce sentiment de frustration qui, aujourd'hui,

s'empare de bien des Français. En tout cas, là-dessus, je continuerai comme je l'ai toujours fait, en prenant en compte avec sérieux les problèmes de sécurité et en faisant mon travail.

Personnellement, quand je vais voir les commerçants, j'y vais effectivement sans journalistes. J'avais une conférence de presse à 10 h du matin, je suis allé voir les commerçants à 11 h, il n'y avait pas un journaliste quand je suis venu. Là, ils avaient loué deux cars pour pouvoir les emmener, cela n'a pas exactement eu le succès escompté.

(Applaudissements.)

Je mets aux voix les conclusions de mon rapport. Il n'y a pas d'opposition ? Elles sont adoptées.

(Adopté.)